

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/04/2019

Affichage : 05/04/2019

**excellence**  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

Pour l'Agence de l'Urbanisme de Paris  
971-200018653-20190329-20190302640-DE



## Débat d'Orientations Budgétaires 2019

### Rapport Développement Durable 2018

# (version provisoire)



# PRÉSENTATION DU RAPPORT DÉVELOPPEMENT DURABLE



## BASE JURIDIQUE

- Article 255 de la **Loi « Grenelle 2 »**, loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement.

- Décret n°2011-687 du 17 juin 2011

**A l'occasion du débat d'orientation budgétaire**, présentation d'un rapport sur la situation de la collectivité en matière de développement durable :

- ✓ un bilan des actions conduites au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes,
- ✓ un bilan des politiques publiques, des orientations et des programmes mis en œuvre,
- ✓ l'analyse des éléments de démarche d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation

## MODALITÉS D'ÉLABORATION

- **Rédaction collaborative** avec les DGA, pilotée par la DGA Aménagement et Développement Durable.

- Rapport bâti suivant le **référentiel international de l'agenda 2030**

- **Finalisation après débat en conseil** et publication sur site internet [www.capexcellence.net](http://www.capexcellence.net)

# CAP EXCELLENCE ENGAGÉE DANS LA DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



## STRATEGIE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Délibération du 04 novembre 2011 pour la réalisation d'un Agenda 21.
- Démarche :
  - à décliner à l'ensemble des schémas et plans stratégiques
  - à intégrer dans l'ensemble des politiques communautaires
- Démarrage par le volet Climat Energie via le Bilan des émissions de GES (réalisé en 2012) et le PCET (Plan d'actions validé en 2014) incluant la démarche Cit'ergie.
- 2015 : procédure d'attribution du marché pour l'élaboration de l'A21
- 2017 : sensibilisation et formation du personnel et des élus / démarrage du diagnostic
- 2017: lancement de la concertation grand public à travers le forum A21
- 2018: Bilan du PCET
- Nouveau référentiel agenda 2030 définition du projet territorial de développement durable

**LE RAPPORT DD** est l'occasion :

- de **faire l'état des lieux en matière de développement durable;**
- d'une **meilleure appropriation des finalités du développement durable par les élus, services, agents et partenaires** de Cap Excellence.



## NOUVEAU FORMAT DU RAPPORT DD



- Les référentiels Développement Durable internationaux et nationaux ayant évolués, **le rapport DD de Cap Excellence sera désormais élaboré sur la base des objectifs DD de l'agenda 2030.**
- 17 objectifs** sont définis à l'échelle internationale
- Le rapport DD **présente notre contribution à l'atteinte des objectifs** généraux, tant en interne qu'en externe



# ZOOM SUR L'ACTIVITÉ COMMUNAUTAIRE EN 2018



Durant l'année 2018 les instances communautaires se sont réunies à l'occasion de :

- 6 séances du Conseil Communautaire
- 2 séances du Bureau Communautaire



Depuis 2018, la **télétransmission des actes administratifs** est effective au sein de la Communauté d'Agglomération CAP excellence.





# ZOOM SUR

## LA DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE SERVICES URBAINS & CADRE DE VIE

### LES CHIFFRES CLÉS

- **1 033 439 €** pour l'amélioration des performances de la collecte sélective

### QUELQUES TEMPS FORTS...

- Lancement du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés
- Mise en place de la collecte sélective en porte-à-porte



**LES CHIFFRES CLÉS**

- **Démos Guadeloupe Cap Excellence** : 93 enfants – 18 intervenants artistiques – 28 éducateurs sociaux – Plus de 15.000 heures/an d'ateliers de pratique musicale collective - 8 partenaires locaux et des mécènes nationaux - 327.000 € de budget annuel sur 3 ans
- **Programme Autour de Démos** : pour les familles : Près de 200 membres (parents/enfants) concernés - ateliers thématiques dont chorale des parents , remobilisation familiale, développement personnel, vie pratique, etc...
- **Réseau Lecture publique et Multimédia** : 4 établissements : 54 « heures du contes » - 27 rencontres avec des auteurs - 288 heures d'atelier de pratique artistique - 18 rencontres informatives - 52 conventions partenariales en moyenne par an (associations)
- **Accueil d'environ 30 stagiaires/an** en immersion à la Direction des actions et des politiques culturelles

**QUELQUES TEMPS FORTS...**

- **Concert annuel Démos Guadeloupe Cap Excellence** : Samedi 29 juin 2018
- **ART'ère tabloid Revue culturelle** : 4 numéros/an (mars – juin – octobre – décembre)
- **ART'ère Le Web-Magazine de proximité** (à compter d'avril 2019) en diffusion hebdomadaire sur les réseaux sociaux
- **3<sup>ème</sup> édition des journées Santé & Bien-être** du 9 au 11 avril 2019 – Bibliothèque de Chazeau





# ZOOM SUR LA DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE RENOUVELLEMENT URBAIN & RÉSORPTION DE L'HABITAT INDIGNE ET SPONTANÉ

## LES CHIFFRES CLÉS

Un programme global d'investissement qui avoisine les 10 M €uros

Dépenses		Recettes	
Etudes	4,7 M€		
Travaux	2,9 M€	Subventions actées	4,4M€
ACV	1M€		
Finalisation PRu	1,2M€		
QVA hors ACV	0,42M€		

## QUELQUES TEMPS FORTS...

- **Projet NPNRU** : définition d'un projet à l'échelle de l'ensemble de la zone urbaine de l'agglomération et validation du programme de la convention de renouvellement urbain





# OBJECTIF 1 : ÉLIMINER L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET LA FAIM

1 PAS  
DE PAUVRETÉ



783 millions de personnes vivent en-dessous du seuil de pauvreté international fixé à 1,90 dollar par jour

**1.4 D'ici 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient accès à la propriété foncière**

## ■ Actions mises en œuvre:

- Meilleure connaissance du parc privé ( études multicritères, élaboration de la stratégie de peuplement, Plan de lutte contre l'habitat indigne, études socio-bâti sur les QVA en préalable à la mise en œuvre d'opération de régularisation foncière et d'acquisition-amélioration de l'habitat)

## ■ Pistes d'amélioration proposées concernant l'habitat:

- Communication sur les dispositifs existants.
- Simplification des procédures réglementaires et de maîtrise foncière





**1.5 D'ici à 2030, renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation vulnérable et réduire leur exposition aux phénomènes climatiques extrêmes et à d'autres chocs et catastrophes d'ordre économique, social ou environnemental et leur vulnérabilité**

**1 PAS DE PAUVRETÉ**



## ■ Plans d'actions ACC:

- Les études de vulnérabilité face au changement climatique menées à Pointe-à-Pitre et à Baie-Mahault, ont poussé Cap Excellence à porté une réflexion à l'échelle communautaire. L'objectif étant de toucher l'ensemble du territoire et donc de la population

## ■ Pistes d'amélioration proposées:

- Renforcer les actions envers les publics vulnérables pour sensibiliser sur l'impact du changement climatique
- Adapter les campagnes d'information et de sensibilisation aux populations cibles notamment non francophones du territoire
- Réaliser un plan d'alerte multipartenarial
- Renforcer l'animation de la vie sociale, notamment dans les quartiers populaires
- Consolider les programmes, actions et interventions en matière de prévention-santé, prévention de la délinquance, d'insertion professionnelle et d'emploi.
- Développer la participation et la réactivité citoyenne des habitants des quartiers populaires fragilisés socialement, en prenant appui sur le dispositif des conseils citoyens





**1.5. a** *Garantir une mobilisation importante de ressources provenant de sources multiples, y compris par le **renforcement de la coopération pour le développement, afin de doter les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, de moyens adéquats et prévisibles de mettre en œuvre des programmes et politiques visant à mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes***

1 PAS DE PAUVRETÉ



## ■ Coopération avec Haïti:

Actions de coopération pour le renforcement des capacités institutionnelles de la gestion des déchets à Port-Au-Prince et au sein du REgroupement des Communes de l'Arrondissement de Jacmel (RECAJ).

- Etat des lieux de la gestion des déchets dans le pays tiers (Port-Au-Prince et RECAJ)
- Séminaire et formations des élus et cadres pour une gestion améliorée des déchets (en cours).

## ■ Pistes d'amélioration proposées:

- Des fonds financiers plus importants permettraient la programmation d'actions de meilleure qualité (possibilité de proposer aux élus et cadres d'Haïti de se rendre en Guadeloupe dans le cadre d'échanges et de formation in situ).
- L'instabilité d'Haïti complique la prévision des actions de coopération dans le pays.





## OBJECTIF 2 : ÉLIMINER LA FAIM, ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, AMÉLIORER LA NUTRITION ET PROMOUVOIR L'AGRICULTURE DURABLE

500 millions de petites exploitations agricoles fournissent jusqu'à 80 % de la nourriture consommée dans les pays en développement. Investir dans ces exploitations constitue donc un moyen considérable d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que accroître la production alimentaire pour les marchés locaux et mondiaux

**2 099 ha de zones agricoles sur le territoire communautaire exploitées par 194 exploitants de 59 ans en moyenne\***





**2.2 D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées**

**2** FAIM  
« ZÉRO »



## ■ Le volet Santé du contrat de Ville

Pour le public enfants et adolescents, sont soutenues des actions nutrition / alimentation mises en place par la Maison des Adolescents de la Guadeloupe, l'association Consensus Pointois, la MJCA des Abymes, l'Association Asahel. Ces actions ont pour objectif, par un accompagnement pédagogique, de modifier favorablement les comportements alimentaires des enfants et des adolescents, prévenir l'apparition de troubles : malnutrition, surpoids, obésité...

- Un partenariat opérationnel étroit est mis en place avec l'IREPS sur ces différentes actions.
- D'autres actions nutrition sont en cours et notamment la mise en place d'une charte nutrition.
- Pistes d'amélioration proposées:
  - Un travail en partenariat plus accrue dès 2019 avec le Développement Durable de Cap Excellence, la DAAF notamment sur des thématiques comme la lutte contre le gaspillage alimentaire, « le manger local ».
  - Ces orientations renforcées seront validées dans le cadre du contrat locale de santé de nouvelle génération qui va être signé avec l'ARS et les 3 villes.





**2.3 D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricoles**



- Convention de partenariat avec la Chambre d'agriculture
- Panier de fruits et légumes
- Pistes d'amélioration proposées:
  - Dans le cadre du SCOT, garantir la disponibilité et la vocation des terres agricoles





**2.4 D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production**

## ■ Pistes d'amélioration proposées:

- Proposer une déclinaison agricole du Plan de continuité d'activités dans le plan d'actions pour l'Adaptation au changement climatique
- Intégrer dans le plan d'action du Plan climat Air Energie territorial PCEAT des actions à l'attention des agriculteurs pour l'accompagnement à des pratiques résilientes

**2.c Adopter des mesures visant à assurer le bon fonctionnement des marchés de denrées alimentaires et des produits dérivés et faciliter l'accès rapide aux informations relatives aux marchés, afin de contribuer à limiter l'extrême volatilité du prix des denrées alimentaires**

## ■ Application « Produits de saison Guadeloupe »

## ■ Pistes d'amélioration proposées:

- Proposer une déclinaison agricole du Plan de continuité d'activités dans le plan d'actions pour l'Adaptation au changement climatique
- Intégrer dans le plan d'action du Plan climat Air Energie territorial PCEAT des actions à l'attention des agriculteurs pour l'accompagnement à des pratiques résilientes





## OBJECTIF 3 : PERMETTRE À TOUS DE VIVRE EN BONNE SANTÉ ET PROMOUVOIR LE BIEN-ÊTRE DE TOUS À TOUT ÂGE

Moins d'adolescents ont des enfants dans la plupart des régions en développement, mais les progrès ont ralenti. La forte augmentation de l'utilisation des contraceptifs dans les années 1990 n'a pas été suivie dans les années 2000

**3.3** *D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées »*

### ▪ Action portée par le Contrat Local de Santé

Sur l'épidémie du Sida, depuis deux ans au travers du volet santé du Contrat de Ville, des actions de sensibilisation, d'information et de dépistage rapide sont mises en place avec AIDES Guadeloupe. Cap Excellence au travers de son Service Politiques Locales de Santé est membre du Coordination Régionale de lutte contre le VIH (SIDA) en Guadeloupe, le COREVIH qui réunit tous les acteurs de la lutte contre le VIH dans la région, qui assure collectivement la coordination de la prise en charge globale des personnes séropositives, et la lutte contre l'infection à VIH en général.



**3.4 D'ici à 2030**, réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et **promouvoir la santé mentale et le bien être**

**3** BONNE SANTÉ  
ET BIEN-ÊTRE



### ■ Action portée par le Contrat Local en Santé mentale

Sur la Santé Mentale depuis le 1er janvier 2018, le Conseil Local en Santé Mentale de Cap Excellence est opérationnel. Cette instance regroupe les acteurs du territoire en matière de santé mentale. Plusieurs groupes de travail ont été mis en place de même que des actions telles que des ateliers de sensibilisation et d'information en santé mentale en direction des professionnels de première ligne sur le territoire. Des actions spécifiques en direction des associations, des habitants, commerçants, des bailleurs sont en train de se mettre en place. Le CLSM est en train de travailler également sur la réalisation d'un guide de prise en charge des personnes en situation d'errance présentant des problématiques de santé mentale.

### ■ Pistes d'amélioration proposées

- Conforter le programme d'actions tout public et les interventions vers les professionnels développés par le CLSM (conseil local en santé mentale) signé avec l'EPSM (Etablissement publique de santé mentale) qui regroupe la psychiatrie publique.





# OBJECTIF 4 : ASSURER L'ACCÈS DE TOUS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ, SUR UN PIED D'ÉGALITÉ, ET PROMOUVOIR LES POSSIBILITÉS D'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE

617 millions de jeunes dans le monde manquent de compétences de base en mathématiques et en alphabétisation.

Sur le territoire de Cap Excellence 42,5 % des actifs n'ont pas de diplôme ou un faible niveau de formation (45% à l'échelle de la Guadeloupe)





**4.6 D'ici à 2030, veiller à ce que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter, développent une pratique artistique et/ou aient des sorties culturelles par la fréquentation régulière des lieux culturels**

## ■ Actions réalisées relatives à la culture

- ART'ère **Tabloid** -
- Programme Autour de Démos (élargi au grand public) –
- Web Magazine de proximité –
- Partenariat DMJ (en cours d'élaboration)
- Ateliers de pratique artistique
- Conférences – K Fé Niouz -

## ■ Actions financées dans le cadre du Contrat de Ville

- Soutien financier et accompagnement de plusieurs chantiers et entreprises d'insertion : KANOA, PAIE 2002, KAZABROK, MQLW...
- Accompagnement et aide à la création de nouvelles entreprises d'insertion avec l'appui de la DIECCTE
- Financement de deux PRE (projet de réussite éducative) couvrant l'ensemble des établissements scolaires des QPV
- Plusieurs actions de la programmation annuelle toute thématique ciblent les personnes handicapées et leur insertion professionnelle : SERAC, AGSPH, UDAG...



**4.6 D'ici à 2030, veiller à ce que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter, développent une pratique artistique et/ou aient des sorties culturelles par la fréquentation régulière des lieux culturels**



## ■ Piste d'amélioration proposée:

- Renforcer les effectifs et la qualification du Réseau Lecture publique et Multimédia
- Augmenter les dotations budgétaires et renforcer des partenariats
- Plan de formation
- Catalogue de propositions de stages?
- Formation réalisées pour améliorer ses capacités de rédaction ou autres...(formation Voltaire?)
- Mise en œuvre opérationnelle du PLIE (plan local pour l'insertion et l'emploi) de cap excellence des 2019 avec l'aide de financements FSE





**4.7 D'ici à 2030**, , faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et **de la contribution de la culture au développement durable**

- **Convention de partenariat pour l'Education au Développement durable avec le Rectorat de Guadeloupe**
  - En 2018, la signature de cette convention a permis à Cap de garantir son programme de sensibilisation des plus jeunes en partenariat avec le Rectorat. Permettant ainsi à l'EPCI de proposer un véritable catalogue à l'attention des scolaires approuvé par l'équipe pédagogique du rectorat
- **Fiches métier du développement durable**
  - Dans la cadre du Forum Agenda 21, des fiches métiers ont pu être réalisées afin de promouvoir les métiers contribuant aux 5 finalités du développement durable
- **Piste d'amélioration proposée:**
  - Participation aux salons étudiants et pédagogiques pour promouvoir le développement durable et les métiers y contribuant.





# OBJECTIF 5 : PARVENIR À L'ÉGALITÉ DES SEXES ET AUTONOMISER TOUTES LES FEMMES ET LES FILLES

Dans 46 pays, les femmes occupent aujourd'hui plus de 30 % des sièges dans au moins une chambre du Parlement national

Dans le conseil communautaire, 48% des élus et 18% des Vice-Présidents sont des femmes





# OBJECTIF 6 : GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT ET ASSURER UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU

Plus de 80% des eaux usées résultant des activités humaines sont déversées dans les rivières ou la mer sans aucune dépollution

Les inondations représentent 70% des décès liés à des catastrophes causées par des aléas naturels



### 6.3 D'ici à 2030, améliorer la qualité de l'eau en *réduisant la pollution, en éliminant l'immersion de déchets*



#### ■ Organisation de la gestion et des traitements des déchets

- Sur le territoire communautaire le service de collecte des déchets ménagers et assimilés (DMA) est organisé et confié à des prestataires de collecte.
- Le traitement assuré au sein d'une installation règlementée gérée par le SYVADE

#### ■ Pistes d'amélioration proposées

- Gestion des eaux pluviales

#### ■ Pistes d'actions avec les professionnels du monde de la mer

- Voir avec le Département la gestion des déchets de ports de pêche
- Prévoir des actions transversales d'appui pour sensibiliser les professionnels de la mer à mieux gérer leurs déchets

#### ■ Pistes d'actions pour l'amélioration de la sensibilisation

- Reprogrammer des actions avec des opérateurs comme « 7eme continent » ou « Race for water » afin de sensibiliser la population et particulièrement le jeune public aux déchets polluant les surfaces marines



**6.6** *D'ici à 2020, protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau, notamment les montagnes, les forêts, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs*



■ **Projet de Zone Humides Educatives (ZHE)**

- Dans le cadre de l'appel à projet territoire à énergie positive pour la croissance verte dont notre Communauté d'Agglomération est lauréate, nous menons une action intitulée « Reconstitution de la mangrove de l'agglomération ».
- Nous avons conventionné avec l'UICN afin de créer des Zones Humides Educatives (ZHE) qui constituent un projet pédagogique et éco-citoyen de connaissance et de protection du milieu humide par le jeune public (niveau collège)..
- Trois classes de 5ème sont concernées par ce projet. Il s'agit du collège Front de mer, du collège du Raizet et du collège Gourdeliane

■ **Participation à la Journée mondiale des zones humides à la mare Carland (février 2018)**

■ **Participation à la présentation des lauréats du trophée de réserve de biosphère du Collège Saint-John PERSE (décembre 2018)**

■ **Piste d'amélioration proposée:**

- Recenser les espaces aquifères du territoire
- Mettre en place la gouvernance pour la compétence Gémapi





7 ÉNERGIE PROPRE  
ET D'UN COÛT  
ABORDABLE



# OBJECTIF 7 : GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À DES SERVICES ÉNERGÉTIQUES FIABLES, DURABLES ET MODERNES, À UN COÛT ABORDABLE

L'énergie est le principal facteur contribuant au changement climatique, ce qui représente environ 60 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre





**7.3** *D'ici à 2030, multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique*

**7.b** *D'ici à 2030, développer l'infrastructure et améliorer la technologie afin d'approvisionner en services énergétiques modernes et durables tous les habitants*

**7** ÉNERGIE PROPRE  
ET D'UN COÛT  
ABORDABLE



## ■ Actions réalisées

- Conventions avec EDF
  - ✓ Signature d'une convention avec EDF pour la maîtrise de l'énergie en interne
  - ✓ Signature d'une convention avec EDF contre la précarité énergétique sur le territoire communautaire
- Mise en œuvre de bornes de recharges solaires pour les véhicules électriques
- Réalisation d'un audit énergétique du patrimoine de Cap Excellence
- Mise à niveau des contrats EDF
- Labélisation Cap Cit'ergie

## ■ Piste d'amélioration proposée:

- Choix d'un prestataire guichet unique pour améliorer la maîtrise de l'énergie en internet et sur le territoire





# OBJECTIF 8 : PROMOUVOIR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE, PARTAGÉE ET DURABLE, LE PLEIN EMPLOI PRODUCTIF ET UN TRAVAIL DÉCENT POUR TOUS

8 TRAVAIL DÉCENT  
 ET CROISSANCE  
 ÉCONOMIQUE



Le taux de chômage mondial en 2017 était de 5,6%, contre 6,4% en 2000  
 A Cap Excellence, 20% de la population communautaire est au chômage

*8.4 Améliorer progressivement, jusqu'en 2030, l'efficacité de l'utilisation des ressources mondiales du point de vue de la consommation comme de la production et s'attacher à ce que la croissance économique n'entraîne plus la dégradation de l'environnement*

## ▪ Actions réalisées contribuant à l'atteinte des objectifs?

Mise en place de convention de partenariat avec la chambre d'agriculture pour le retour au Jardin créole.

Création d'une direction dédiée à l'économie circulaire

## ▪ Piste d'amélioration proposée:

Mettre en place le partenariat avec les grands distributeurs

Favoriser les productions des GFA présentes sur le territoire





**8.b D'ici à 2020, élaborer et mettre en œuvre une stratégie mondiale en faveur de l'emploi des jeunes et appliquer le Pacte mondial pour l'emploi de l'Organisation internationale du Travail**



## ■ Actions réalisées contribuant à l'atteinte des objectifs par la Direction de la Politique de la Ville

- PLIE, dispositif d'accueil et de gestion de parcours d'insertion vers l'emploi et la création d'activité
- GPECT
- Actions d'information, de mobilisation, de formation et de mise en situation de travail travailler avec le monde associatif dans le cadre de la programmation de la Politique de la Ville
- Accompagnement au développement de l'Economie Sociale et Solidaire
- ACTIONS DU CONTRAT DE VILLE POUR LA GESTION DES ELEVES EXCLUS

## ■ Pistes d'améliorations proposées :

- Améliorer la formation et la professionnalisation des acteurs associatifs
- Renforcement de l'animation du territoire et de l'accompagnement de proximité des publics
- Mieux identifier les sources de financement pour le développement de l'Economie Sociale et Solidaire





## OBJECTIF 9 :

# BÂTIR UNE INFRASTRUCTURE RÉSILIENTE, PROMOUVOIR UNE INDUSTRIALISATION DURABLE QUI PROFITE À TOUS ET ENCOURAGER L'INNOVATION

Dans les pays en développement, à peine 30% de la production agricole fait l'objet d'une transformation industrielle. Dans les pays à revenu élevé, ce chiffre s'élève à 98 %. Cela semble indiquer qu'il existe de grandes opportunités pour les pays en développement dans l'agro-industrie

**9.1 Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente pour favoriser le développement économique**

### ■ Actions réalisées contribuant à l'atteinte des objectifs

- Gestion et/ou Requalification des 18 ZAE du territoire
- Participation à la construction de la charte ZAE

### ■ Piste d'amélioration proposée:

- Intégrer des normes durables dans toutes requalifications de ZAE





## OBJECTIF 10 : RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DANS LES PAYS ET D'UN PAYS À L'AUTRE

La protection sociale a été considérablement étendue dans le monde, mais les handicapés ont jusqu'à cinq fois plus de chances que la moyenne d'engager des dépenses de santé catastrophiques

En 2016, plus de 64,4% des produits exportés par les pays les moins avancés vers les marchés mondiaux étaient soumis à des droits de douane nuls, soit une augmentation de 20% par rapport à 2010





# OBJECTIF 11 : FAIRE EN SORTE QUE LES VILLES ET LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS SOIENT OUVERTS À TOUS, SÛRS, RÉSILIENTS ET DURABLES

L'urbanisation rapide exerce une pression sur les réserves d'eau douce, les systèmes d'approvisionnement en eau et d'évacuation des déchets, le cadre de vie et la santé publique

Les villes n'occupent que 3 % de la masse continentale mondiale, mais elles produisent plus de 70 % de ses émissions de dioxyde de carbone et consomment entre 60 à 80% de l'énergie mondiale





**11.1** D'ici à 2030, assurer l'accès à de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un cout abordable, et assainir les quartiers taudis

**11** VILLES ET  
COMMUNAUTÉS  
DURABLES



## ■ Actions réalisées contribuant à l'atteinte des objectifs?

- Installation de la CIL et Elaboration de la CIA
- Accompagnement de l'observatoire des loyers
- Finalisation du PLH ( programme d'actions)
- Etude pour Mise en œuvre du PILHI

## ■ Piste d'amélioration proposée:

- Mobiliser les acteurs du logements autour de ces actions





**11.2** D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des systèmes de transports sûrs, accessibles et viables à un coût abordable, en améliorant la sécurité routière, notamment en développant les transports publics, une attention particulière devant être accordée aux besoins des personnes en situation vulnérable, des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des personnes

## ■ Actions réalisées contribuant à l'atteinte des objectifs?

- Pilotage du projet TCSP
- A destination des enfants du territoire, mise en place du transport scolaire
- Participation à la révision du PDU

## ■ Piste d'amélioration proposée:

- Contribuer à la mise en place des navettes maritimes ou toutes autres actions contribuant à la multimodalité
- Réalisation projet TCSP
- Mise en œuvre du PDU





**11.3** D'ici à 2030, renforcer l'urbanisation durable pour tous et les capacités de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains dans tous les pays



## ■ Les approches urbaines durables AUD

- Dans le cadre de ses opérations d'aménagement (SCOT, NPRNU...) l'EPCI s'engage de façon volontaire vers une méthodologie permettant l'intégration ambitieuse des logiques de développement durable



## 11.5 Renforcer les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial



### ■ Actions réalisées en faveur de la protection du patrimoine culturel

- **Publication trimestrielle de la revue ART'ère** qui a vocation à rendre accessibles les enjeux du développement culturel.
- Actions telles que **Latilyé Kilti Gwoka** (Bibliothèque Louisy Mathieu) mis en place depuis 4 ans qui tend à familiariser les publics des quartiers avec des éléments fondamentaux du patrimoine immatériel.
- **Projet Démos Guadeloupe Cap Excellence** : apprentissage du répertoire classique proposé par la Philharmonie de Paris, complété par un choix d'œuvres populaires issues du patrimoine musical traditionnel.
- **Programme « Autour de Démos »** : propose des ateliers thématiques pouvant porter sur les Riméd Razié (patrimoine agricole), le savoir-faire traditionnel (Cf. fabrique de savons écologiques), voire même des conférences ou rencontres à dimension sociologique.
- **Les Mercredis Jeunesse et l'heure du conte**: actions qui favorisent la transmission par l'oralité (Lectures à voix haute), l'accueil de conteurs ou pièce de théâtre jeune public.

### ■ Pistes d'amélioration proposées:

- Renforcer les effectifs de la Direction des actions et des politiques culturelles:
  - ✓ 1 cadre A en qualité d'Adjoint auprès de la Directrice des actions et des politiques culturelles pour développer et structurer d'avantage l'offre culturelle
  - ✓ 1 responsable (A ou B+) du Réseau Lecture publique et Multimédia
- Augmenter les dotations budgétaires (+15%) en 2019





**11.6 D'ici à 2030, réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant, y compris en accordant une attention particulière à la gestion, notamment municipale des déchets**



## ■ Actions de proximité mises en place

- Pôles territoriaux
- Diagnostics en marchant, réunions de coordination et création d'un groupe whatsapp avec les services de la ville pour améliorer la communication et l'intervention des services

## ■ Pistes d'amélioration proposées

- Création et diffusion des calendriers de collecte à l'ensemble des utilisateurs du service de gestion des déchets
- Communication du règlement de collecte précisant l'organisation du service public de gestion des déchets ménagers et assimilés
- Mise en place de la Gestion relation citoyen, une plateforme permettant de recenser les signalements des usagers sur un défaut de collecte ou des demandes concernant le service de gestion des DMA





# OBJECTIF 12 : ÉTABLIR DES MODES DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION DURABLES

Plus d'1 milliard d'individus n'ont pas accès à l'eau potable. L'utilisation excessive de l'eau contribue au stress hydrique qui touche la planète. L'eau est une ressource gratuite mais les infrastructures nécessaires à son acheminement coûtent cher.

Malgré des progrès technologiques qui ont permis de favoriser les rendements énergétiques dans les pays de l'OCDE, la consommation en énergie devrait à nouveau augmenter de 35 % d'ici à 2020. La consommation énergétique du secteur commercial et la consommation domestique enregistrent les taux de progression les plus importants, derrière le transport

Chaque année, on estime qu'un tiers de tous les aliments produits, soit l'équivalent de 1,3 milliard de tonnes finit par se décomposer dans les poubelles des consommateurs et des détaillants ou se détériore en raison de mauvaises pratiques de transport et de récolte.

Deux milliards de personnes dans le monde sont en surpoids ou souffrent d'obésité.

La dégradation des sols, le déclin de leur fertilité, l'utilisation excessive de l'eau, la surpêche et la détérioration des fonds marins sont autant de facteurs qui amenuisent les ressources naturelles et leurs capacités à produire des aliments





**12.3** D'ici à 2030, réduire de moitié à l'échelle mondiale le volume de déchets alimentaires par habitant au niveau de la distribution comme de la consommation et réduire les pertes de produits alimentaires tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte

## ■ Actions menées à l'échelle nationale et régionale

- Action menée par le Conseil départemental sur le gaspillage alimentaire au niveau de la restauration des collèges
- Actions menées au niveau national :
  - ✓ Développement de l'éco conception des produits, des analyse du cycle de vie
  - ✓ Assouplissement du cadre règlementaire pour les dates limites de consommation et d'utilisation des denrées alimentaires
  - ✓ Loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire (obligation de mettre en place des partenariats de don avec les associations) s'appliquant aux distributeurs

## ■ Pistes d'amélioration proposées

- Pour limiter la production des bio déchets, dans le cadre du programme de prévention des déchets, en partenariat avec :
  - ✓ les chambres consulaires et l'ADEME, faire une sensibilisation aux acteurs de la restauration, les boulangers etc.
  - ✓ les villes compétentes en matière de restauration collective, pour accompagner une réflexion le gaspillage alimentaire
  - ✓ réaliser des ateliers de sensibilisation pour apprendre à cuisiner les restes



**12.4** D'ici à 2020, instaurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et de tous les déchets tout au long de leur cycle de vie



## ■ Actions menées au sein des déchetteries

- **Accueil en déchetterie** de certains **déchets spécifiques** pouvant présenter un caractère dangereux comme les déchets d'équipements électriques et électroniques.
- Les déchets sont ensuite **acheminés vers des filières de traitement adéquates**

## ■ Pistes d'amélioration proposées

- **Organiser la collecte des déchets diffus spécifiques** (déchets dangereux de ménages) en déchetterie
- **Intégrer des clauses environnementales aux marchés de travaux** pour une gestion écologique des déchets produits
- **Recourir à des produits d'entretien, de nettoyage labellisés**



**12.5 D'ici à 2030, réduire considérablement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation**

**12** CONSOMMATION  
ET PRODUCTION  
RESPONSABLES



### Actions menées sur le territoire de Cap Excellence

- **Déploiement du compostage domestique** sur le territoire de CAP Excellence (opérations de distribution de kits de compostage)
- **Renforcement de la collecte sélective (CS)** à Pointe-à-Pitre (repositionnement au plus près des lieux de passage, nettoyage régulier pour les rendre attractives)
- **Amélioration du suivi de la performance de la CS** par les caractérisations hebdomadaires
- **Renforcement de la communication sur le tri** lors de manifestations phares (carnaval, Pâques), campagne de cinéma lors des vacances scolaires

### ■ Pistes d'amélioration proposées

- **Mise en œuvre d'une expérimentation sur le compostage partagé en pied d'immeuble**
- **Mise en place de la collecte sélective en porte-à-porte aux Abymes** (2<sup>ème</sup> poubelle)
- **Campagne de communication multi supports sur le tri et la réduction** (vidéos éducatives sur le service déchets, web, média,..)
- **Création d'une recyclerie et d'espaces de donnerie** afin de développer l'activité de réemploi,
- **Réhabilitation de la déchèterie de Petit-Pérou** permettant de mieux organiser la gestion des flux accueillis
- **Réalisation d'animations de proximité de sensibilisation sur le tri et la réduction des déchets** (animations scolaires; animations sur la consommation responsable - achats pauvre en déchets- auprès de divers publics)
- **Elaboration du Plan local de prévention des déchets** (démarrage des travaux à partir du 2<sup>nd</sup> semestre en 2019)





# OBJECTIF 13 : PRENDRE D'URGENCE DES MESURES POUR LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LEURS RÉPERCUSSIONS

Vu les concentrations actuelles et les émissions continues de gaz à effet de serre, tous les scénarios sauf un montrent qu'à la fin du siècle, l'augmentation de la température globale dépassera 1,5 degré Celsius par rapport à la période allant de 1850 à 1900.

Le niveau moyen des mers devrait augmenter de 24 à 30 cm d'ici à 2065 et de 40 à 63 cm d'ici à 2100. La plupart des effets du changement climatique persisteront pendant de nombreux siècles même si l'on met fin aux émissions

Les émissions ont augmenté plus rapidement entre 2000 et 2010 que durant chacune des trois décennies précédentes





**13.1 Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat**

**13.2 Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification**

**13** MESURES RELATIVES  
À LA LUTTE CONTRE  
LES CHANGEMENTS  
CLIMATIQUES



## ■ Actions réalisées

- Elaborations d'études de vulnérabilité spécifiques à chaque ville membre
- Elaboration des plans d'actions d'adaptation au changement climatique

## ■ Pistes d'amélioration proposées

- Finaliser le plan d'actions d'adaptation au changement climatique des Abymes
- Incorporer les problématiques ACC au SCoT
- Mettre en œuvre les plans d'actions ACC sur le territoire communautaire





**13.3** Améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d'alerte rapide

**13** MESURES RELATIVES  
À LA LUTTE CONTRE  
LES CHANGEMENTS  
CLIMATIQUES



## ■ Actions réalisées

- Signature d'une convention avec le rectorat pour l'éducation au développement durable
- Plusieurs actions de sensibilisation réalisées sur le territoire communautaire (des milliers d'enfants sensibilisés de la maternelle au collège)

## ■ Pistes d'amélioration proposées

- Prévoir un volet fort dans sensibilisation dans la révision du PCAET
- Mettre en œuvre les actions de sensibilisation prévues dans les plans d'action ACC et Interreg





## OBJECTIF 14 : CONSERVER ET EXPLOITER DE MANIÈRE DURABLE LES OCÉANS, LES MERS ET LES RESSOURCES MARINES AUX FINS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les eaux côtières se détériorent en raison de la pollution et de l'eutrophisation. Sans efforts concertés, l'eutrophisation côtière devrait augmenter dans 20% des grands écosystèmes marins d'ici 2050

La façade maritime linéaire totale de Cap Excellence est de 65,5km

**14.b** D'ici à 2025, prévenir et réduire nettement la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités terrestres, y compris les déchets en mer et la pollution par les nutriments

### Pistes d'amélioration proposées

- Renouveler les actions de sensibilisation avec les scolaires notamment sur la thématique des emballages et de leur impact en mer (partenariat avec le rectorat) – action réalisée en 2015 et 2017





## OBJECTIF 15 : PRÉSERVER ET RESTAURER LES ÉCOSYSTÈMES TERRESTRES, EN VEILLANT À LES EXPLOITER DE FAÇON DURABLE, GÉRER DURABLEMENT LES FORÊTS, LUTTER CONTRE LA DÉSERTIFICATION, ENRAYER ET INVERSER LE PROCESSUS DE DÉGRADATION DES SOLS ET METTRE FIN À L'APPAUVRISSMENT DE LA BIODIVERSITÉ

2,6 milliards de personnes dépendent directement de l'agriculture, mais 52% des terres utilisées pour l'agriculture sont touchées modérément ou fortement par la dégradation des sols  
Plus de 80 % de l'alimentation des êtres humains est assurée par des plantes.

**15.4** D'ici à 2030, assurer la préservation des écosystèmes montagneux, notamment de leur biodiversité, afin de mieux tirer parti de leurs bienfaits essentiels pour le développement durable

- Contribution au plan paysage des Grands Fonds
- Elaboration du plan de paysage communautaire
- Elaboration de la promenade verte et bleue



## 16.6 Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux

16 PAIX, JUSTICE  
ET INSTITUTIONS  
EFFICACES



### ■ Actions nationales visant la transparence

- L'information des usagers avec l'accès aux données publiques par les citoyens (libre accès aux documents administratifs, création de la CADA (**Commission d'accès aux documents administratifs**))
- Le renforcement des droits des usagers vis-à-vis de l'administration (Protection des données, création de la CNIL **Commission nationale de l'informatique et des libertés**, adoption du RGPD **Règlement général sur la protection des données**)

### ■ Pistes d'amélioration proposées:

Améliorer / moderniser l'organisation et le fonctionnement de l'administration et rendre ainsi le service public plus efficace, de meilleur qualité tout en maîtrisant les dépenses publiques:

- Mise en place d'un service dédié à l'évaluation des politiques publiques ;
- Améliorer l'accueil des usagers et simplifier les formalités administratives (guichet unique par exemple);
- Renforcement des démarches qualités.





# OBJECTIF 16 : PROMOUVOIR L'AVÈNEMENT DE SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET OUVERTES À TOUS AUX FINS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, ASSURER L'ACCÈS DE TOUS À LA JUSTICE ET METTRE EN PLACE, À TOUS LES NIVEAUX, DES INSTITUTIONS EFFICACES, RESPONSABLES ET OUVERTES À TOUS

L'État de droit et le développement sont étroitement liés et se renforcent mutuellement, ce qui les rend essentiels pour le développement durable au niveau national et international



## 16.6 Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux

16 PAIX, JUSTICE  
 ET INSTITUTIONS  
 EFFICACES



### Actions liées à la couverture en contrats d'assurance

- audit des contrats d'assurances en vue d'une meilleure couverture des risques ne se limitant pas aux couvertures de base.

### ■ Pistes d'amélioration proposées concernant le conseil et l'assistance juridique:

- Mise en œuvre d'un tableau de bord de suivi des conseils et assistance apportées aux directions de CAP EXCELLENCE : l'objectif est de faire connaître cette mission (communication) souvent ignorée et de la quantifier. C'est une mission qui exige un gain de temps considérable et qui, en fonction de sa complexité, peut nécessiter l'intervention d'experts externes.
- Un véritable suivi du conseil et de l'assistance devrait conduire à la mise en place d'une veille juridique interne à la collectivité.

### ■ Pistes d'amélioration proposées pour la gestion des sinistres:

- gestion et suivi des dossiers de sinistres par un collaborateur dédié (service des assurances)
- Réponses des directions opérationnelles aux questions posées par les assurances dans des délais moins longs
- Mise en place de séances de travail régulières sur les sinistres en cours :
- coproduction des directions car questions transversales

### ■ Pistes d'amélioration proposées pour les affaires contentieuses:

- Choix d'un ou de deux cabinets d'avocats sur une durée d'au moins une année, gage d'efficacité et d'efficacités.



## 16.1 Réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés



## 16.2 Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants

## 16.4 D'ici à 2030, réduire nettement les flux financiers illicites et le trafic d'armes, renforcer les activités de récupération et de restitution des biens volés et lutter contre toutes les formes de criminalité organisée

### Actions concourant à l'atteinte de ces objectifs?

- Le nouveau schéma de tranquillité publique (STP) de l'agglomération validée en novembre 2018, et qui constitue maintenant le cadre de la mise en œuvre de la politique locale de prévention de la délinquance et de la sécurité portée par le CISPD et les trois CLSPD communaux. Ce STP étant une feuille de route partenariale pour la période 2018-2022, il est aussi co-si par les bailleurs sociaux de l'agglomération aux côtés de la CA, les 3 villes, le Département, la préfecture, le procureur de la république.
- le programme d'actions prévention de la délinquance du contrat de ville et du FIPD (Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance).

### Piste d'amélioration proposée:

- Mettre en place un schéma de cohérence de la médiation sociale, permettant de renforcer la coordination et la cohérence des interventions de la centaine de médiateurs sociaux présents dans la proximité des territoires, au sein des associations, des villes, des bailleurs sociaux...**
- Renforcer la qualification des ingénieries communales et associatives dédiées à l'animation et au suivi des actions de prévention de la délinquance**





## OBJECTIF 17 : PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

Dans le monde, 30% des jeunes sont des natifs numériques, qui utilisent Internet depuis au moins cinq ans





**Les ressources financières publiques seront cruciales pour la mise en œuvre du nouveau programme de développement durable et de lutte contre le changement climatique.**

■ **Pistes d'amélioration proposées:**

- Budget alloué au Développement Durable en 2018 : 500 milles euros

■ **Pistes d'amélioration proposées:**

- Comptabilité analytique permettant de visualiser directement les budgets DD
- Dématérialisation des flux financiers

« Renforcer les moyens institutionnels et humains dont les autorités locales disposent pour pouvoir réaliser les objectifs DD et suivre les progrès accomplis »

« Il faudra des institutions intégrées qui soient efficaces et des ressources humaines dotées des compétences et des moyens nécessaires pour obtenir des résultats en matière de développement durable »

- **Stagiérisation du chargé de mission DD en technicien sup de 2nde classe**
- **Promotion en cascade, directrice, chef de service et chargée de mission**
- **Piste d'amélioration proposée:**
  - Remplacer le second poste de chargé de mission désormais vaquant



« Les organismes de la société civile devront également se doter des moyens nécessaires pour jouer le rôle essentiel qui est le leur en toute indépendance »

17 PARTENARIATS  
 POUR  
 LA RÉALISATION  
 DES OBJECTIFS



▪ Contrat de ville :

- Actions de formation-qualification des bénévoles et salariés associatifs (avec l'AFPC)
- Actions de formation des conseillers citoyens du territoire
- Actions d'accompagnement des associations sur le montage financier et le suivi des projets financés (avec l'AGPTE)
- Le fonctionnement des comités de suivi et d'accompagnement multipartenarial des associations et des projets : plus de 100 comités de suivi par année, assurés par la direction du développement social et de la politique de la ville

▪ Conventions diverses :

- Convention avec l'AGPTE
- Convention avec l'AFPC
- Représentation de Cap Excellence au sein du CDIAE (Comité départemental de l'insertion par l'activité économique)

▪ Piste d'amélioration proposée:

- convention en cours d'élaboration avec l'IREPS



## ÉLÉMENTS MANQUANTS

Ce rapport pourra être complété avec les éléments des directions suivantes:

- La Direction de la communication
- La Direction du système d'information
- La Direction de l'investissement et du contrôle de gestion
- La Direction des opérations spéciales et manifestations à vocation économique
- La Direction des ressources humaines
- La Direction de la commande publique
- La Direction Générale Adjointe Développement Economique, tourisme et prospective
- La Direction des actions et politiques sociales
- La Direction des actions et politiques sportives
- La Direction de l'innovation sociale et solidaire
- Le centre culturel Sonis
- L'ancienne Direction Générale Adjointe de la Gestion des eaux

